



Mouvement politique des objecteurs de croissance

www.objecteursdecroissance.be
info@objecteursdecroissance.be

**Depuis Cochabamba : la lutte pour la survie de la Bolivie peut
aussi aider à sauver la démocratie**

Naomi Klein

Le 22 avril 2010

Traduit par Isabelle Rousselot et édité par Fausto Giudice
(membres de Tlaxcala, le réseau international de traducteurs pour
la diversité linguistique).

Source : www.tlaxcala.es.

Cochabamba : le sommet des peuples qui s'attaque au changement climatique est une réponse régénératrice et radicale à l'échec du club de Copenhague

Il était 11 h du matin quand Evo Morales a transformé un stade de football en une salle de classe géante déployant une pile d'accessoires : des assiettes en papier, des tasses en plastique, des imperméables jetables, des gourdes artisanales, des assiettes en bois et des ponchos multicolores. Tout ceci afin de souligner sa conclusion : pour lutter contre le changement climatique, "nous devons revenir aux valeurs des peuples indigènes".

Cependant les pays riches ont peu intérêt à entendre ces leçons et souhaitent plutôt faire passer un projet qui, au mieux, augmentera les températures moyennes sur la planète de 2 °C. "Ce qui signifierait la fonte des glaciers andins et himalayens", a déclaré Morales devant les milliers de personnes rassemblées dans le stade pour la [Conférence Mondiale des peuples contre le changement climatique et pour les droits de la Terre Mère](#). Ce qu'il n'a pas eu besoin de dire est que le peuple bolivien, même s'il choisit de vivre de la façon la plus durable possible, n'a pas le pouvoir de sauver ses glaciers.

Le sommet du climat en Bolivie a eu ses moments de joie, de légèreté et d'absurdité. Pourtant, au delà de tout ça, vous pouvez sentir l'émotion qu'a provoqué ce rassemblement : la rage contre l'impuissance. Ce qui n'est pas une source d'étonnement. La Bolivie se trouve au cœur d'une spectaculaire transformation politique, une évolution qui a nationalisé des industries majeures et élevé les voix des peuples indigènes comme jamais auparavant. Mais concernant la crise existentielle la plus urgente pour la Bolivie – le fait que les glaciers soient en train de fondre à un taux inquiétant, menaçant l'approvisionnement en eau de deux villes principales -, les Boliviens sont impuissants à agir seuls pour changer leur sort.

Et ce, parce que les actions qui provoquent la fonte des glaciers ne se passent pas en Bolivie mais sur les autoroutes et dans les zones industrielles des pays lourdement industrialisés. À Copenhague, les dirigeants des nations en danger comme la Bolivie et les Tuvalu ont débattu avec passion pour limiter les émissions à effet de serre, ce qui pourrait éviter la

catastrophe. On leur a répondu poliment que la volonté politique du nord ne l'entendait pas ainsi.

De plus, les USA ont fait comprendre qu'ils ne traiteraient pas avec des petits pays comme la Bolivie en ce qui concerne la solution climatique. Ils négocieront un accord avec d'autres gros émetteurs en un lieu clos et le reste du monde sera informé des résultats et invité à signer l'accord présenté, ce qui est précisément ce qui s'est passé avec [l'accord de Copenhague](#).

Quand la Bolivie et l'Equateur ont refusé d'apposer leur signatures à l'accord, le gouvernement US a réduit l'aide climatique qu'il leur allouait, respectivement de 3 millions de \$ et de 2,5 millions \$. "Ce n'est pas un procédé resquilleur", a expliqué le négociateur du climat US, Jonathan Pershing. (Ceux qui se demandent pourquoi les militants du Sud rejettent l'idée d'une "aide climatique" et demandent plutôt un remboursement des "dettes climatiques", ont leur réponse ici).

Le message de Pershing est effrayant : si vous êtes pauvres, vous n'avez pas le droit de donner la priorité à votre propre survie. Quand Morales a invité « les mouvements sociaux et les défenseurs de la Terre Mère... les scientifiques, les universitaires, les juristes et les gouvernements » à Cochabamba pour une nouvelle sorte de sommet climatique, c'était une révolte contre cette impuissance, une tentative de construire une base de pouvoir derrière le droit à survivre.

Le gouvernement bolivien s'est lancé en proposant quatre grandes idées : que la nature devrait se voir accorder des droits qui protègent les écosystèmes de leur disparition (une « déclaration universelle des droits de la Terre Mère ») ; que ceux qui violent ces droits et n'importe quel autre accord environnemental international soient poursuivis au niveau judiciaire (un « tribunal international de justice climatique ») ; que les pays pauvres devraient recevoir des formes variées de compensation pour une crise à laquelle ils sont confrontés mais dont la cause ne dépend pas d'eux (une « dette climatique ») ; et qu'il devrait y avoir un

mécanisme qui permette aux peuples du monde entier d'exprimer leurs opinions sur ces sujets (« un référendum mondial des peuples sur le changement climatique »).

L'étape suivante a été d'inviter la société civile mondiale à plancher sur les détails. Dix-sept groupes de travail s'y sont attelés et, après des semaines de discussions sur des cyber-forums, ils se sont rencontrés pendant une semaine à Cochabamba avec pour objectif de présenter leurs conclusions à la fin du sommet. Le processus est passionnant mais loin d'être parfait, (par exemple, comme Jim Shultz du [Centre pour la Démocratie](#) l'a fait remarquer, le groupe de travail sur le référendum a apparemment passé plus de temps à débattre s'il fallait ou non ajouter une question sur l'abolition du capitalisme que d'examiner la façon d'organiser un référendum mondial). Pourtant, l'implication enthousiaste de la Bolivie dans la démocratie participative pourrait bien s'avérer être la plus importante contribution au sommet.

La raison étant que, après la débâcle de Copenhague, un sujet de conversation extrêmement dangereux est devenu viral : le véritable coupable de l'échec était la démocratie elle-même. Le processus des Nations Unies, donnant des votes égaux à 192 pays, était simplement trop lourd – mieux vaut trouver des solutions dans des petits groupes.

Même des voix environnementales fiables comme celles de James Lovelock se sont senties attaquées : « J'ai le sentiment que le changement climatique pourrait être un problème aussi terrible qu'une guerre, », a-t-il [déclaré au Guardian](#) récemment. « Il sera peut-être nécessaire de mettre la démocratie entre parenthèse pendant un moment. » Mais, en réalité, ce sont de très petits groupements – comme le club très fermé qui a décidé de l'accord de Copenhague – qui nous ont fait perdre du terrain, affaiblissant des accords existants déjà inadéquats. Par contraste, la politique du changement climatique amenée à Copenhague par la Bolivie a été ébauchée par les mouvements sociaux à travers un processus participatif, et le résultat final est, à ce jour, la vision la plus innovante et la plus radicale.

Avec le sommet de Cochabamba, la Bolivie essaye d'appliquer ce qu'elle a réalisé à un niveau national et de l'étendre à un niveau mondial, invitant le monde entier à participer à l'établissement d'un programme commun sur le climat avant la prochaine réunion sur le climat des Nations Unies à Cancún (Mexique). Selon les mots de l'ambassadeur de Bolivie aux Nations Unies, Pablo Solón : « La seule chose qui puisse sauver l'humanité d'une tragédie est l'exercice de la démocratie mondiale. »

S'il a raison, le processus bolivien pourrait non seulement sauver notre planète qui se réchauffe mais aussi notre démocratie défailante. Une plutôt bonne affaire !